

Au Nom de la République

www.appeldr.fr.fm

NUMÉRO 10

Bulletin de l'association Appel d'R — Président d'honneur : Philippe Séguin

JANVIER 2002

ÉDITORIAL

Jean-Pierre Chevènement, candidat de la République

Le 19 janvier dernier, notre association a exprimé son soutien à la candidature de Jean-Pierre Chevènement à la prochaine élection présidentielle. Appel d'R est désormais représentée au Bureau du Pôle républicain que préside Max Gallo.

Comment, s'interrogeront certains, peut-on être gaulliste et soutenir Jean-Pierre Chevènement ? La question peut être légitime quand beaucoup d'entre-nous viennent des rangs mêmes du Rassemblement pour la République. Elle perd de sa raison lorsque nous faisons, avec Philippe Séguin, qui s'exprimait dans ce sens à Troyes, le 25 janvier, le constat que ce parti n'a justement plus l'ambition de rassembler autour et pour la République. « *Nous venons du gaullisme et nous ne le quittons pas. Bien trop souvent nous avons eu au contraire le sentiment que c'est le RPR qui avait quitté le gaullisme* » expliquions-nous devant les responsables des comités de soutien au « Che » réunis au CNIT.

« *Nous venons du gaullisme et nous ne le quittons pas. Bien trop souvent nous avons eu au contraire le sentiment que c'est le RPR qui avait quitté le gaullisme* »

Depuis l'échec de sa refondation tentée par Ph. Séguin, le RPR a préféré céder aux sirènes conservatrices d'une Union en mouvement dont le sigle résume assez la volonté de se confondre avec les grands partis frères de la droite européenne. Enfin le gaullisme ne sera plus cette incongruité franco-française. Enfin l'esprit d'indépendance portée par une certaine droite française est vaincu. Une refondation était-elle possible ? Depuis trop longtemps peut-être, l'héritier des rassemblements gaullistes s'était mué en machine de guerre centrée sur le culte du chef plus que sur le bien commun.

Sans vrai hasard, nous retrouvons aux côtés de J.-P. Chevènement l'ensemble des

gaullistes « historiques ». Les aînés et les cadets du gaullisme sont ainsi réunis et contemplent le vide générationnel qu'a creusé le RPR (1976-2001). La formation de cette dernière génération est l'œuvre de Philippe Séguin qui, seul dans sa génération, incarne la voix d'un gaullisme revendiqué et mobilisateur. Il ne peut aujourd'hui nous être reproché de faire le choix du candidat le plus républicain.

Tous, nous avons souhaité la victoire de Jacques Chirac en 1995 et nous y avons travaillé, parce qu'il voulait réunir les Français dans une nouvelle cohésion sociale. C'est naturellement dans le discours de Jean-Pierre Chevènement que nous nous reconnaissons aujourd'hui. Pour les déçus de 1995, c'est une chance de reconnaître parmi les candidats à la présidence un homme d'État qui, à de nombreuses occasions, a su faire montre de caractère, notamment sur la question du statut de la Corse. Qu'importe si l'homme vient de la gauche ? Qu'importe en effet, puisqu'il nous parle de la France et qu'il veut être le président de tous les Français ? De Gaulle le reconnaissait : il a fallu, hier, l'ardeur d'un Clemenceau pour mener notre pays à la victoire. Ne faudrait-il pas, aujourd'hui, un Chevènement pour restaurer l'autorité de notre État ? C'est le choix que nous faisons en conscience et par ambition pour notre pays.

Jérôme BALOGÉ

Délégué au Bureau du Pôle républicain

TRIBUNE

ALORS QUE LA MONNAIE UNIQUE
ENTRE DANS LA VIE QUOTIDIENNE

La jeunesse, oubliée de l'euro

La mise en place de l'euro répond-elle à la généreuse volonté politique qui lui est prêtée ? Dès l'origine, le débat public autant que ses fins ont été dévoyés. Lors du référendum décisif de Maastricht, la question avait été fallacieusement imposée en ces termes : « *Êtes-vous pour ou contre l'Europe ?* » Face aux adversaires du traité, la coalition du « oui » avait brandi la menace de la dissolution d'une construction quarantenaire et la promesse de paix et de prospérité. Mais ceux qui ont dit « non » ont en fait plutôt manifesté leur

refus des abandons de souveraineté demandés pour prix de l'Union européenne, notamment en matière monétaire. Mieux que quiconque, Philippe Séguin avait alors, dans son *Discours pour la France* su exprimer les enjeux de cette aventure et avait bien failli, en une nuit, renverser le vote de l'Assemblée nationale et, plus tard, celui des Français.

L'affaire dépassait de loin la seule question monétaire : le dessein européen était alors ranimé par la France et quelques partenaires face à une réunification allemande inéluctable et contre laquelle François Mitterrand semblait vouloir tout tenter. A juste raison, la France reconsidérerait son nouveau voisin. Focalisée sur l'Outre-Rhin, elle en avait cependant oublié l'effondrement du bloc soviétique et les nouvelles dimensions du continent. On préféra donc la voie du fédéralisme à celle, trop gaullienne, de la coopération la plus large avec les États exsangues mais libres de l'ancienne Europe de l'Est. « *Il faut ficeler l'Allemagne* » demande alors un Michel Rocard avec des accents de Caton. Quel meilleur moyen que de s'accaparer le vecteur de la puissance allemande, c'est-à-dire sa monnaie ?

La France a dû « converger » ; cet effort a été chèrement payé par les Français et notamment par les plus jeunes

L'euro, hier l'écu, s'est ainsi fait dans une fuite en avant, devant une évolution géopolitique dont la France n'était pas l'actrice et à laquelle elle n'était évidemment pas préparée. « *L'Europe de l'Atlantique à l'Oural* » n'avait malheureusement pas trouvé d'écho après 1970. Alors oui, la monnaie ! Ce sera elle le fer de lance de la politique française en Europe. Pour cela, la France a dû « converger ». Au-delà d'une politique légitime de franc fort, le gouvernement Bérégovoy et ceux qui lui succédèrent optèrent pour le respect scrupuleux de la parité franc-mark, garante de la récession et de l'explosion du chômage et de la dette publique. Tout cela crevait les yeux mais Tartuffe au pouvoir refusait de voir que le mark était volontairement et largement surévalué par une Allemagne confrontée aux exigences de la réunification.

Cet effort a été chèrement payé par les Français et principalement par les plus jeunes. Toute une génération a été écartée du marché du travail, payant ainsi le prix de l'Union économique et monétaire menant à l'euro. Tout un ensemble d'hommes politiques porte la responsabilité d'un tel choix fait, dans la crainte de l'Allemagne, au

détriment de la jeunesse. Voilà le prix de l'euro ! Voilà le bilan ! Voilà la société de confiance ! Il est courageux et remarquable que certains aient alors dénoncé un « Munich social ».

L'Allemagne est-elle pour autant « ficelée » ? Première puissance économique du continent, au cœur du réseau d'échanges commerciaux, siège de la banque centrale européenne, qui ficelle qui ? Quelles nouvelles convergences économiques et sociales forcées nous sont maintenant promises ? Quelles nouvelles exigences d'intégration notamment en matière budgétaire et fiscale sont-elles à venir ?

Avec l'euro, les Français transfèrent leur souveraineté monétaire à une autorité indépendante et perdent un peu plus leur pouvoir d'infléchir leur propre avenir. Le choix d'une société protégée de l'inflation, rentière en somme, a été fait. Il manifeste lamentablement la perte de confiance envers la jeunesse et sa force de création. Tout y concourt et, à ce titre, l'instauration des 35 heures résulte dans son principe d'une politique de partage du temps de travail qui ne s'accommode pas mieux avec la volonté d'organiser une société qui crée et qui progresse.

Sans trop en avoir conscience, la France abandonne donc un peu plus encore que sa souveraineté monétaire. Dans le contexte actuel d'euro-béatitude, voire d'euro-abrutissement, les autorités françaises ne font pas plus qu'hier le choix de leur peuple et pas davantage celui de la jeunesse. Pas étonnant que cette dernière se trouve aujourd'hui réduite, dans l'imaginaire majoritaire, au zéro culturel et à la violence.

Jérôme BALOGÉ,
Frédéric BECK,
Jérôme STERKERS

LIBRES PROPOS

INTERNATIONAL

Pour une France africaine et francophone

À l'heure où l'Union européenne achève de se doter d'une monnaie unique, sait-on davantage quelle ambition mondiale elle se donne ? Où est l'Europe quand le peuple argentin qui ressemble tant aux siens connaît une si grave crise ? A la suite des attentats du 11 septembre et de leurs représailles, l'Angleterre et l'Allemagne semblent avoir entériné le rôle que la superpuissance américaine assigne à l'Europe : celui d'auxiliaire. Malgré quelques tentatives norvégiennes, espagnoles ou françaises, l'Europe n'a pas su devenir un agent pacificateur au Proche-Orient ni plus ailleurs en Méditerranée. Le partenariat euro-méditerranéen n'a pas fait preuve d'un meilleur succès : le tropisme communautaire est nordique et ce dialogue a peu d'avenir si une union latine concertée ne le favorise. Enfin, c'est à celui qui s'est refusé, en son temps, à l'adhésion de l'Espagne et du Portugal à la Communauté

économique européenne que l'on confie l'avenir de l'élargissement de l'Union. L'Europe est devenue un espace aux contours incertains soumis à la seule loi fondamentale de la libre circulation des capitaux et de la non-inflation. Quelles valeurs célébreront donc demain ses hommes et ses nations auxquels on demande de s'associer ? À en juger par sa démographie, l'Europe n'a jamais été un aussi vieux continent. Ne sera-t-elle pas tentée de vivre en rentière du monde sous la protection de ses lois ou de se protéger de son sud jeune et peuplé ? L'Europe a peu la culture et l'expérience du Sud. La nouvelle Europe ne compte finalement que peu d'anciennes grandes puissances coloniales et, de toutes, la France demeure la plus africaine.

Ce qui risque de manquer demain à l'Europe, c'est le moyen de se faire entendre, ce sont les voix singulières de ses nations, celle de la France, entre autres. Dans son emportement européiste, l'Union saura-t-elle écouter les nations ? La France, elle-même captivée, toute à la joie de son passage à la monnaie unique et finalement subjuguée, pourra-t-elle encore se détourner de ce veau d'or ? Chacun sait que l'égoïsme se cache plus sûrement au fond des coffres qu'au cœur des nations. Hier, ses chefs ont dédaigné rendre hommage à Senghor, c'est-à-dire à l'homme noir. Aussi étonnant que cela puisse paraître au regard de nos intérêts présents et à venir, l'Afrique est la grande dévaluée de notre politique. L'Afrique n'est pourtant pas qu'un continent accablé par les coups d'État, guerres civiles, épidémies et famines. L'Afrique est une grande part de la jeunesse du monde : la part qui nous est la plus proche, par la distance, par la langue, par l'histoire et pour l'avenir. L'Europe, plus encore que la France, ignore son « besoin d'Afrique ».

L'Europe, plus encore que la France, ignore son « besoin d'Afrique »

La France ne peut accepter de lier son destin à la seule Union européenne. La Francophonie est pleinement *l'autre communauté*. L'une et l'autre ne s'opposent pas. À l'inverse d'une conception eurocentrique promue par nombre d'européistes », la France doit être à la croisée de ces deux communautés de destin. L'Europe, elle-même a besoin de cette association qui pallie la triste logique du repli sur soi et de la confrontation.

Force est cependant de constater que la France ne joue pas cette carte. Elle n'investit pas le terrain de la Francophonie. À deux reprises, elle a refusé de constitutionnaliser cette appartenance. En Europe et dans les grandes organisations internationales, elle laisse le statut de sa langue se dévaloriser. La question du brevet communautaire ou d'Euronext en sont des illustrations flagrantes. Pour la première fois, le Sénat s'est opposé au vote du budget que le projet de loi de finances pour 2002 voulait lui consacrer tant il manquait d'ambition. C'est à peine si elle favorise l'accueil d'étudiants francophones chez elle, ses grandes universités préfèrent former des anglophones en anglais. Plus d'un siècle après la création des alliances

françaises et leur succès non démenti, il devient nécessaire de développer des pôles universitaires francophones à l'étranger et particulièrement en Afrique. Un statut de l'étudiant et du chercheur devrait privilégier leur libre circulation au sein de ce réseau universitaire. En amont, son concours à l'alphabétisation peut constituer un formidable vivier de compétences. Les départements et territoires d'outre-mer doivent être autant de porte-voix et de foyers régionaux de coopération francophone notamment dans le domaine universitaire. Enfin, nombre de travailleurs étrangers francophones résident en France sans pouvoir participer à la vie démocratique locale à la différence des ressortissants de pays européens. Peut-être est-il temps de consacrer une « citoyenneté » francophone à l'instar de l'euro-péenne.

La France doit donc participer à la construction d'une Francophonie qui corresponde à ses intérêts, c'est la meilleure façon d'y intéresser les Africains et les autres francophones, de lui faire une place dans les affaires du monde.

J. B.

RPR-UEM

Un mariage, un enterrement... et déjà des bémols

L'ambiance était étrange, le 16 décembre, aux vingt-cinq ans du RPR. Un anniversaire qui avait un goût de cérémonie funèbre.

« Vingt-cinq ans, ce n'est pas un bel âge pour mourir, c'est un bel âge pour se marier ! » Jean-Louis Debré a dû avoir un pincement au cœur en prononçant cette phrase car il a compris. Certes l'organisation du RPR, bien que devenue l'ombre de ce qu'elle était il y a sept ans, reste largement meilleure que celle des autres partis de droite, mais l'esprit s'en est allé et l'UEM vient enterrer cette disparition.

Bien sûr, le RPR survivra jusqu'au mois de mai. Bien sûr il en est qui résistent à l'aplatissement idéologique certifié « Iso 2002 ». Mais à constater la fuite vers d'autres cieux de certains et la « crise de foi » des autres, il vaut mieux se préparer à chanter un *requiem*, et c'est bien triste.

Pourtant, nous ne cessons de le répéter : « Droite unique, droite utopique »... Déjà les responsables de l'opposition se chargent de nous donner raison : alors que Renaud Dutreil passe ses soirs et ses week-ends à préparer les statuts d'un parti unique, sollicitant même discrètement le renfort d'Édouard Balladur (qui avait, il y a un an, présenté un projet tout ficelé), les principaux animateurs de l'Union en mouvement en rabattent un peu. Madelin et Bayrou n'en veulent décidément pas et on apprend que les investitures pour les prochaines législatives resteront accordées par les partis existants. Droite plurielle le retour...

Gabriel des MOËRES
www.election-presidentielle.fr.fm

L'épilogue

Le Conseil constitutionnel, qui devait statuer avant le 20 janvier, a rendu le 18 une décision annulant le paragraphe 4 de l'article 1^{er} du projet de loi. Il invalide donc la disposition accordant à l'Assemblée de Corse le droit d'adapter les lois sous certaines conditions en rappelant que l'article 3 de la Constitution dispose que « *la souveraineté nationale appartient au peuple, qui l'exerce par ses représentants et par la voie du référendum* », que, « *en vertu du premier alinéa de son article 34 : la loi est votée par le Parlement [et] qu'en dehors des cas prévus par la Constitution, il n'appartient qu'au Parlement de prendre des mesures relevant du domaine de la loi ; qu'en particulier, en application de l'article 38, seul le gouvernement peut, pour l'exécution de son programme, demander au Parlement l'autorisation de prendre par ordonnances, pendant un délai limité, des mesures qui sont normalement du domaine de la loi* ».

Les neuf Sages n'ont en revanche rien trouvé à redire à la faculté octroyée à l'Assemblée de Corse, sur autorisation du Parlement, d'élaborer des règlements adaptés aux spécificités de l'île. L'enseignement de la langue corse, enfin, est également autorisé, « *dans le cadre de l'horaire normal des écoles maternelles et élémentaires* », mais à condition d'insister sur le caractère facultatif de cet enseignement, tant pour les élèves que pour les professeurs. Le Conseil constitutionnel ajoute également une précision importante : cet enseignement « *ne saurait non plus avoir pour effet de soustraire les élèves aux droits et obligations applicables à l'ensemble des usagers des établissements qui assurent le service public de l'enseignement ou sont associés à celui-ci* ».

En définitive, la loi qui va être promulguée, bien que vidée de l'essentiel de sa substance, comme le résume Jean-Pierre Chevènement, augmente néanmoins l'autonomie de l'île de Beauté. Outre l'adaptation de certains règlements et l'enseignement de la langue corse dans le primaire, le texte pérennise certains avantages fiscaux (droit sur les successions, etc.) jusqu'en 2016 et permet la dérogation à la loi sur le littoral pour l'installation de « paillottes ». Sous la pression d'intérêts locaux dont la légitimité est douteuse, Lionel Jospin aura tenté de changer la République. C'est aujourd'hui l'échec pour tout le monde : les gardiens de la Constitution lui ont opposé quelques objections élémentaires qui privent le texte de son sel, les indépendantistes sont furieux, les républicains également. Voilà un bel exemple de la méthode de gouvernement de Lionel Jospin : la composition occulte prend le pas sur la concertation, l'aventurisme institutionnel supplante le respect de la Constitution, des solutions maximalistes sont imposées au Parlement de manière prouver la bonne volonté du gouvernement et à rejeter la responsabilité de l'échec sur le juge de la Constitution, tout comme il l'a fait avec l'intégration des écoles Diwan dans l'Éducation nationale ou encore, récemment, avec la loi de modernisation sociale.

F. B.

De la notion de « troisième voie »

Les discours du Premier ministre britannique ont remis à la mode la notion de troisième voie économique et sociale. La troisième voie théorisée par Tony Blair n'a cependant rien à voir avec celle prônée par Charles de Gaulle. Les deux autres voies rejetées ne sont en effet pas les mêmes.

La troisième voie de Tony Blair se situe dans le système capitaliste entre le néo-libéralisme et la social-démocratie. Alors que la troisième voie gaulliste se situe entre le système capitaliste et le système marxiste : « *La police, ni les tribunaux, n'atteindront le mal dans sa source, qui est le système économique et social actuellement en vigueur. Il faut avoir, tandis qu'il en est temps, assez d'esprit et de cœur pour réformer ce système là. Les primes, les conventions collectives, ne sont que des palliatifs qui ne résoudront pas le problème. En vérité, il n'y a que deux solutions : le Communisme ou l'Association* » (1). La troisième voie gaulliste ne se veut donc pas réformiste (projet social-démocrate d'humaniser le capitalisme) mais révolutionnaire (remplacer le capitalisme par un autre système).

Anticapitaliste, la doctrine sociale gaulliste n'en rejette pas moins la désastreuse solution marxiste de l'économie administrée : « *Il y a le Communisme qui dit : créons d'office le plus possible de biens matériels et répartissons-les d'office de telle sorte que personne n'en dispose à moins qu'on ne l'y autorise. Comment ? Par la contrainte. La contrainte morale et matérielle constante, autrement dit, une dictature qui est implacable et perpétuelle [...]* Non, du point de vue de l'homme, la solution communiste est mauvaise » (1).

Favorables à une économie de marché régulée, les gaullistes rejettent cependant le mode de production capitaliste : « *Le Capitalisme dit : grâce au profit qui suscite l'initiative, fabriquons de plus en plus de richesses qui, en se répartissant par le libre-marché, élèvent en somme le niveau du corps social tout entier. Seulement, voilà ! la propriété, la direction, le bénéfice, des entreprises dans le système capitaliste n'appartiennent qu'au capital. Alors, ceux qui ne le possèdent pas se trouvent dans une sorte d'état d'aliénation, à l'intérieur même de l'activité à laquelle ils contribuent. Non, le Capitalisme du point de vue de l'homme n'offre pas de solution satisfaisante* » (1).

L'objectif de la troisième voie gaulliste, qui s'inspire du socialisme associationniste (non marxiste) et du christianisme social, est donc de remplacer la propriété capitaliste des moyens de production et le salariat par une propriété associative des moyens de production, à travers l'Association capital-travail ou Participation.

Laurent PELVEY

(1) Charles de Gaulle, *Discours et Messages*.

La sécurité n'est pas une politique

Nos candidats n'ont plus que ce mot à la bouche : la sécurité. Tout a été dit sur la dérive anarchique de certains quartiers, sur les polices municipales, sur l'instauration de couvre-feu, sur les moyens de la police et de la gendarmerie.

Mais la sécurité n'est pas une politique ; elle est un droit fondamental de chaque citoyen en démocratie et garantir ce droit entre dans les missions fondamentales de l'État. Nous n'en disconviendrons pas. Mais d'où vient cette manie de ne jamais poser le problème de l'insécurité autrement qu'en termes de moyens de répression ?

Doter les quartiers sensibles de forces de l'ordre présentes en nombre suffisant pour rétablir la tranquillité publique, c'est très bien mais c'est administrer des calmants à un malade qu'on ne guérit pas. De même que lorsque l'on se focalise sur l'indemnisation des chômeurs plutôt que sur le développement de l'emploi, on s'enferme dans une logique de renoncement : devrait-on s'accommoder de la violence comme on devrait s'accommoder du chômage, et se contenter d'en traiter les symptômes ?

Le vrai débat sur la sécurité ne porte pas sur les moyens de la police ou sur le treizième mois des gendarmes. Il porte sur le rétablissement de l'autorité de l'État, une autorité vécue non pas comme répressive mais librement acceptée parce que l'ordre public est une condition nécessaire de la démocratie.

Pour Lionel Jospin (*France 3*), « *Aucun Français ne pense non plus que la violence vient du gouvernement. Ils savent bien qu'elle est dans la société et, si l'État a une responsabilité majeure, tout le monde doit mener ce combat.* » Michel Sapin est encore plus explicite (*Le Parisien*) : La sécurité n'est pas l'échec du gouvernement, « *c'est l'échec de la société tout entière qui oublie d'être civique et qui réduit la délinquance à une affaire de police et de gendarmerie* ». Aux armes, citoyens ! N'est-ce pas pourtant l'idéologie socialiste qui, par excellence, s'obnubile sur les droits des citoyens et les devoirs de l'État ?

Au lieu de se défausser, parlons donc de l'école et de l'intégration, de la responsabilité des parents, de l'éducation à la citoyenneté. Là se trouvent les vraies questions et les vraies réponses. C'est sur ces thèmes que nous attendons de ceux qui aspirent à présider la France, aujourd'hui des discours et demain des actes.

F. B.

PALMARÈS

À L'HONNEUR

Max Gallo

Écrivain, essayiste, président du Pôle républicain.

Après avoir pratiqué Victor Hugo, l'auteur prolifique s'en prend avec le même talent aux « tontons

flingueurs » du trop gênant Chevènement dans les colonnes du *Figaro* du 31 décembre 2001. On se demande bien, en effet, pourquoi ils toussent.

Erik Orsenna

Écrivain, membre de l'Académie française.

Rarement une épée d'académicien n'aura été si bien servie. Erik Orsenna se fend d'une très belle et énergique tribune dans *Le Monde* du 4 janvier : « *Alors j'ai honte. Honte pour eux et pour nous, Français qu'ils représentent. Honte de leur oubli et de leur petitesse. Petitesse de vision. Croient-ils une seconde vivre en paix, de plus en plus riches, dans la citadelle Euroland ?* » Honte partagée, M. Orsenna, que l'on soit socialiste ou gaulliste, tout simplement français.

À L'INDEX

Jean-Marie Messier

Président-Directeur général de Vivendi-Universal.

On aurait voulu se réjouir du succès de cet avide entrepreneur français, se féliciter de compter dans notre pays un homme capable de restructurer un groupe industriel et d'en faire un des principaux acteurs mondiaux dans le secteur des télécommunications. Mais « J2M » crie victoire sur le dos de l'« *exception française* » et retourne le sabre contre Canal +, qui lui avait fait la courte échelle. Le New-Yorkais de cœur se montre bien ingrat à l'égard d'un système qui lui a permis de devenir ce qu'il est.

EN BREF

NE PAS OUBLIER SENGHOR

La France n'était pas à Dakar ces derniers jours de décembre pour rendre un dernier hommage à Léopold Sédar Senghor. Au Sénégal, on parle d'une « *deuxième dévaluation française* ». C'est tout dire. Tout juste avait-on, en effet, dépêché Charles Josselin, habitué des lieux, et Raymond Forni, président de l'Assemblée nationale. Seule la présence du secrétaire perpétuel de l'Académie française, Hélène Carrère d'Encausse disait vraiment ce que notre pays et la culture doivent à ce prince poète. Senghor avait fait entrer la danseuse africaine dans l'imaginaire français et francophone. C'est encore avec la langue française qu'il avait mené son pays à la souveraineté. C'est enfin dans un combat d'avant-garde pour la diversité des cultures qu'il est devenu l'un des pères fondateurs de la Francophonie. Malgré ces « états de service » qui en font un des personnages les plus importants du siècle écoulé, les plus hautes autorités françaises n'avaient pas jugé nécessaire de se trouver là-bas pour honorer la dépouille de cet homme libre.

Voir Erik Orsenna, de l'Académie française, « *J'ai honte* », *Le Monde*, 4 janvier 2002.

L'UEM NE PREND PAS À SCIENCES-PO

Michel Barnier, Dominique Perben, Jacques Barrot et Jean-Pierre Raffarin étaient invités par la direction de Sciences-Po, le jeudi 17 janvier 2002 sur le thème « Notre contrat pour l'alternance ». Malgré une campagne acharnée du RPR Sciences-Po désirant récupérer l'événement à son compte, la conférence n'a attiré qu'une soixantaine de curieux venus écouter les sirènes de la droite unique. Rappelons simplement que, le 22 novembre 2001, quelques 880 étudiants étaient venus remplir les deux grands amphis de l'IEP Boutmy et Chapsal) pour écouter Jean-Pierre Chevènement...

CHEVÈNEMENT, PATRIOTE INTERNATIONAL

Après une série de déplacements qui le conduiront au Maghreb, Jean-Pierre Chevènement fut à Dakar le 21 janvier dernier. Et si la France ouverte sur le monde devenait un nouveau thème de campagne ? On ne pourra en tout cas que saluer une telle présence au Sénégal après deux absences tellement remarquées aux funérailles de Léopold Sédar Senghor.

M. Chevènement était également présent au contre-événement de Porto Alegre (Brésil), organisé parallèlement au Forum économique mondial de New York (ex Davos). Étant donné l'affluence française – trois candidats à la présidentielle, six ministres, des quantités d'élus de toutes tendances –, il aurait été étonnant que la campagne électorale ne prenne pas un petit air de salsa. On a ainsi appris par *Le Parisien* que Jean-Pierre Chevènement aurait été victime de pressions de Maignon pour que son allocution ne vienne pas en clôture du Forum des élus. Les organisateurs ont donc en toute hâte ajouté une table ronde à la suite de son intervention...

MAMÈRE SÉVÈRE

Le candidat aux moustaches vertes, qui se proclame républicain et érige Jean-Pierre Chevènement en ennemi public numéro un, serait en tractations avec le – modeste – Parti fédéraliste, qui revendique 1500 militants et milite en particulier pour un parlement et un gouvernement dans chaque région française et pour une constitution fédérale européenne. Noël Mamère rame. Il doit trouver cela plus écolo que le moteur...

EURORAPT

La RATP offre une édition « spécial euro » en ces premiers jours de 2002, de son magazine qui, au passage, se présente comme « *news urbain* » (bienvenue donc dans l'« *underground* » de la pensée). Son éditorial nous livre cette définition de la civilisation : « *On peut prétendre à une forme de civilisation chaque fois qu'une abstraction contingente imaginée pour le bien de tous triomphe d'un état de fait qui privilégie le confort matériel ou les habitudes acquises de chacun. [...] Et quoi qu'en disent les nostalgiques et les rétrogrades, l'aventure de l'euro peut, elle*

aussi, se prévaloir de ce concept sans concession. » Quand la Régie donne dans la presse d'opinion, le niveau ne quitte pas le sous-sol...

CHARLES PASQUA RELÈVE LE GANT

Charles Pasqua est désormais officiellement candidat. Soutenu par trois députés (Lionel Luca, Jacques Myard et Jean-Jacques Guillet), crédité d'au mieux 3,5% dans les sondages, mis en examen à trois reprises (les affaires du financement du RPF, des ventes d'armes à l'Angola et Elf sont en cours d'instruction), il entend redonner à l'État son autorité, à la fonction présidentielle son lustre, aux valeurs républicaines leur prééminence, à la France sa grandeur. Autant de thèmes que porte Jean-Pierre Chevènement. Alors à qui sert la candidature Pasqua ?

Site Internet

www.appeldr.fr.fm

À partir de la page d'accueil du site, pour être tenu régulièrement informé de nos initiatives, pour recevoir notre bulletin par courrier électronique, rejoignez la liste de diffusion d'Appel d'R.

Vous pouvez également nous contacter à l'adresse suivante :

appeldr@yahoo.fr

BULLETIN D'ADHÉSION Cotisation 2002 — 10 euros

Règlement par chèque à l'ordre d'APPEL d'R

Nom.....
Prénom.....
Adresse.....
C.P.....Ville.....
Date de naissance.....
Tél. dom.....
Tél. bur.....
Tél. port.....
Courriel.....
Profession.....

Bulletin à découper ou à recopier et à renvoyer à :

Appel d'R
12, rue Lalande 75014 Paris